

Maghrebemergent lundi 28 avril 2014 20:46

Le titre NCA Rouiba « insensible » à la démission
«éthique» de Slim Othmani du FCE

Les titres de la Bourse d'Alger ne réagissent à aucune information concernant les entreprises cotées (DR)

Un peu plus d'un mois après le retrait du président de NCA Rouiba du FCE, la valeur du titre n'a pas bougé à la bourse d'Alger. La récente réconciliation Alliance Assurance-Tahkout n'a pas non plus impacté le titre Alliance. Le problème de l'animation de la place d'Alger enfle. Slim Othmani en parle.

Le président des Nouvelles Conserveries Algériennes (NCA) a démissionné avec fracas le 15 mars dernier, du Forum des Chefs d'Entreprises (FCE). Slim Othmani protestait contre l'implication politique de cette organisation patronale, dans ce qu'il a appelé "une mascarade de soutien électoral". Ce geste a eu bonne presse dans une partie de l'opinion nationale, atterrée par la perspective d'un quatrième mandat présidentiel. Dans le même temps, le risque a été évoqué, que les porteurs des actions NCA Rouiba, introduit à la bourse d'Alger début 2013, ne se « débarrassent » d'un actif susceptible de représailles du gouvernement. A priori, pas d'effet, ou presque, sur le cours de l'action NCA à la Bourse d'Alger (BA). Le titre se maintient, entre 410 dinars et 420 dinars, ce qui reste supérieur à son cours d'introduction et constitue "une satisfaction en soit," selon Slim Othmani. Le président de Rouiba – la marque fétiche de NCA - s'est montré rassurant sur d'éventuelles conséquences néfastes de sa démission du FCE. "Le plus important était de rester en cohérence avec les valeurs d'éthique et la politique qui ont fait le succès de notre marque, ajouter à cela le fait que les ménages ont bien accueilli cette décision, eux qui restent nos principaux clients et constituent une bonne partie de notre actionnariat," a-t-il confié à Maghreb Emergent. En réalité le « souci » aurait pu venir surtout de l'exposition de "certains gros actionnaires qui sont engagés ouvertement pour un 4ème mandat ». Leur attitude a finalement été plus institutionnelle : « ils auraient pu vendre en masse leurs actions afin de faire baisser le cours, mais ils ont respecté les valeurs du marché, ce qu'un investisseur rationnel aurait fait, vu les bonnes performances de notre entreprise."

Les IOB pénalisent la bourse d'Alger

Cette absence de mouvement à la bourse d'Alger lorsque des événements d'entreprises devraient impacter la cotation des titres, est confirmé encore avec l'épisode Alliance Assurance-Tahkout. La résolution récente d'un conflit commercial qui a privé la trésorerie de l'assureur privé de plus de 300 millions de dinars n'a pas relancé le titre vers le haut. Slim Othmani déplore le peu d'animation que propose les Intermédiaires d'Opérations en Bourse (IOB), responsables de la gestion du portefeuille des entreprises cotées sur la place d'Alger. En leur qualité de banques publiques - pour la plupart –ils montrent peu d'intérêt, voir même peu de compétences pour ce métier.

L'activité d'IOB reste pourtant «une simple et profitable opération d'achat-vente» d'actions, a-t-il dit. Après la défaillance des IOB c'est, ajoute Slim Othmani, l'attitude réservée des investisseurs algériens qui rend l'animation de la bourse d'Alger si atone. "L'argent qui dort" va à l'encontre des principes de l'Islam, en pénalisant la création de richesse. A l'opposé, l'investir ressemble "à un acte de

Maghrebemergent publier lundi 28 avril 2014 20:46

bienfaisance", explique-t-il. Les potentiels gros investisseurs, que sont les acteurs de l'industrie par exemple, devraient se tourner vers la bourse pour placer sûrement leur argent, tout en contribuant pleinement au développement économique de leur pays. « 3% du total des actifs de la bourse de Casablanca - 57 milliards d'euros de capitalisation à fin 2013 -, sont la propriété d'hommes d'affaires algériens,» révéler Slim Othmani.

Les solutions pour dynamiser la place

Le chairman de NCA propose de faire des opérations en bourse « une activité plus concurrentielle, en rendant les IOB plus accessibles aux institutions intéressées, tout en veillant à améliorer leur niveau de compétences". La sensibilisation du grand public ainsi que des institutions privées et publiques reste aussi un enjeu majeur pour la COSOB, qui doit, selon Slim Othmani "adopter un marketing professionnel, à travers une campagne de sensibilisation et de communication d'envergure."

Enfin, l'élargissement du portefeuille d'actionnaires potentiels passe par l'internationalisation de la bourse d'Alger, en permettant à des institutions étrangères d'investir sur la place d'Alger, en ramenant des fonds et du savoir faire, ajoute-il. "En espérant que le partenariat récemment signé entre la COSOB et EURONEXT permette d'accélérer les choses dans ce sens."

L'entrée annoncée en bourse de plusieurs grandes entreprises publiques, à l'instar de Mobilis, Cosider et de la CAAR, « est une bonne initiative » de l'Etat afin de "promouvoir la bourse," " selon le patron de Rouiba. Il aurait, toutefois, souhaité que la part de capital mise sur le marché par ses entreprises soit plus importante. « Avec 25% du capital proposés à la cession, l'entreprise reste publique. Elle ne subit donc pas de changement de gouvernance et n'atteindra pas le niveau de transparence qu'exigent les places financières». Pour illustrer sa réserve, il cite le rôle quasi inexistant que jouent les petits porteurs dans des entreprises comme Sidal et l'Aurassi ouvertes marginalement depuis longtemps à des actionnaires privés.

Ghiles el Kadi